

Comité pour l'Annulation de

la Dette

du Tiers Monde

CADTM

France france@cadtm.org - <http://cadtm.org>

Bulletin n° 52 - Mars - Avril 2012

Edito

Tous les projecteurs sont braqués sur la Grèce, tant il est vrai que s'y joue un épisode majeur de la grave crise qui touche l'Union européenne. Plus de 85% des créanciers privés ont accepté de participer à la restructuration de la dette grecque en effaçant 107 milliards d'euros. Sur le papier, ces créanciers renoncent à 53,5% de leurs créances. Mais contrairement aux apparences, cette opération est surtout une bonne nouvelle pour les banques : si les créanciers vont échanger leurs titres grecs contre de nouveaux d'une valeur (faciale) inférieure, ils troquent des titres qui se bradaient sur le marché secondaire pour des titres bien plus sûrs.

De surcroît, la Troïka octroie un nouveau prêt de 130 milliards à la condition que le montant soit utilisé pour payer la dette et soutenir les banques. En bout de course, les créanciers privés s'en sortent très bien et sont remplacés par des créanciers publics internationaux (BCE, Etats de la zone euro, FMI) qui vont exercer une pression constante sur les autorités grecques afin d'aggraver les mesures antisociales. De plus, alors qu'en cas de litige 85% des anciens titres dépendaient de la législation grecque, l'entière des nouveaux titres dépendra de la justice de Londres. L'objectif des créanciers est de limiter la possibilité de la Grèce de décréter un défaut de paiement ou une annulation.

Le CADTM veut poser la question de la lourde responsabilité des créanciers privés dans l'endettement de la Grèce où ils ont pu réaliser d'énormes profits avant de pousser la Grèce vers la grave crise qu'elle connaît. Nous voulons aussi affirmer que les prêts de la Troïka à la Grèce octroyés depuis mai 2010 sont odieux, car ils constituent une violation permanente des droits fondamentaux. Le CADTM appelle à multiplier les actions de solidarité avec le peuple grec et à constituer un large front social européen contre les politiques d'austérité.

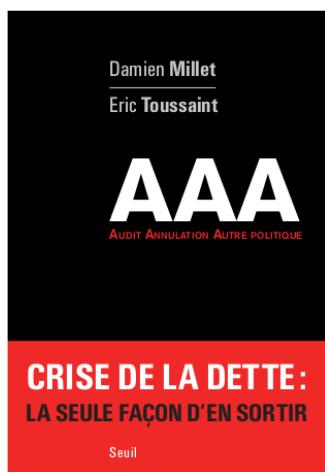
L'équipe du CADTM France

Agenda

14-03 => 17-03 | **Marseille (13), France** - Forum Alternatif Mondial de l'eau / Alternative world water forum
17-03 | **Lille, France** - Assises Citoyennes : Sortir du piège de la dette !
22-03 | **Arlon, Belgique** - Conférence "AAA : Annulation, audit, autre politique"
23-03 | **Lons le Saulnier (39), France** - Debtocracy
24-03 | **Lyon (69), France** - 4 heures pour comprendre la dette
25-03 | **Liège, Belgique** - Journée de découverte des initiatives de transition
29-03 | **Brest (29), France** - Debtocracy
29-03 => 30-03 | **Bruxelles, Belgique** - Joint Social Conference
30-03 | **Clermont-Ferrand (63), France** - Conférence pour le CAC63
31-03 | **Liège, Belgique** - Après-midi de réflexion sur le mouvement de la transition
31-03 | Journée d'action européenne contre le capitalisme
25-03 => 31-03 | **Liège, Belgique** - La transition : d'autres mondes à construire au Nord et au Sud
2-04 | **Luxembourg Ville, Belgique** - Projection du film "Mémoire d'un saccage" suivie d'un débat
3-04 | **Migennes (89), France** - AAA, Audit, Annulation, Autre politique
7-04 | **Bruxelles, Belgique** - Rencontre euro-méditerranéenne sur la dette et les audits
9-04 | **Liège, Belgique** - Rencontre mensuelle "Lundi contre la dette"
14-05 | **Liège, Belgique** - Rencontre mensuelle "Lundi contre la dette"
13-05 => 19-05 | **Zagreb, Croatia** - The subversive forum : "The future of Europe"

Plus : <http://cadtm.org/Agenda>

Nouvelle publication



AAA
Audit
Annulation
Autre politique

Damien Millet
Éric Toussaint

Éditions Le Seuil
Date de parution 01/03/2012
180 pages - 14.90 €

Pour toute demande,
contacter france@cadtm.org

AAA... Telle est la note maximale décernée par les agences de notation financière, précieux label de bonne gestion qui obsède les gouvernements soucieux d'inspirer confiance aux prêteurs et aux spéculateurs.

Pour sauver leur triple A, les dirigeants européens, avec le concours de la Commission européenne et du Fonds monétaire international, imposent à leurs peuples, austérité, régression sociale et violations des droits humains.

Les auteurs analysent la crise et les mesures appliquées depuis qu'elle a éclaté, en refusant la logique néolibérale qui protège les responsables et fait payer le prix aux peuples qui en sont victimes.

Un audit complet de la dette publique est la seule solution pour en déterminer la part illégitime qui doit être annulée.

Ainsi débarrassés du fardeau de la dette, les Européens pourront sortir de la crise en menant une autre politique que celle d'austérité, dangereuse et injuste, aujourd'hui en vigueur.

Audit-Annulation-Autre politique, voilà le AAA que nous voulons, celui des peuples et non celui des agences de notation.

Seules des luttes sociales puissantes lui permettront de voir le jour, afin d'opérer un changement radical de logique à la hauteur de l'enjeu.

Le CADTM dégrade la note du FMI et place cette institution sous perspective très négative

Le CADTM a décidé de dégrader la note du Fonds monétaire international (FMI) pour sa lourde responsabilité dans la détérioration des conditions de vie des populations dans les pays appliquant l'austérité qu'il impose au grand jour ou dicte en coulisses, la forte hausse du chômage, l'aggravation de la crise et l'augmentation de la dette publique des États appliquant ses recommandations injustes et contre-productives. Sa note passe donc de NNN à NON, avec perspective très négative...

Le FMI a été très actif dans les pays du Sud des années 1980 au milieu des années 2000 et a imposé des plans d'ajustement structurel au service des créanciers : réduction drastique des budgets sociaux, privatisations massives, libéralisation de l'économie, ouverture des marchés favorisant les multinationales au détriment des producteurs locaux.

La potion a été très amère !

Totalement délégitimé par l'échec social de ces remèdes empoisonnés, le FMI s'est retrouvé au bord de la faillite en 2007-2008 parce que la plupart de ses principaux débiteurs l'avaient remboursé de manière anticipée pour se débarrasser de sa tutelle encombrante. Avec l'éclatement de la crise actuelle, c'est en Europe que le FMI a fait son retour, grâce aux sommets du G20 qui l'ont remis au centre de l'échiquier international. Grèce, Irlande, Portugal, le FMI a multiplié ses interventions, acceptant de prêter des fonds aux pays en difficulté en contrepartie d'une austérité brutale et injuste.

Les mêmes causes produisant les mêmes effets, l'Europe est donc maintenant touchée mais, fort heureusement, les peuples ne se laissent pas faire. Même si le FMI compte

mettre à profit ses 30 ans d'expériences inégales dans le sauvetage des intérêts financiers privés au détriment des peuples, l'émergence de collectifs pour un audit citoyen de la dette publique dans de nombreux pays pousse le CADTM à dégrader la note du FMI et à lui adresser une solide mise en garde.

Souhaitons que toutes ces résistances citoyennes pour contrer cette institution de plus en plus impopulaire et illégitime nous incitent très prochainement à abaisser encore cette note...

Le CADTM revendique l'abolition immédiate du FMI et son remplacement par une institution radicalement différente, c'est-à-dire démocratique et centrée sur la satisfaction des besoins humains fondamentaux.

La prometteuse dynamique de l'audit citoyen en France

Depuis le début des années 1980, les pays du tiers-monde sont confrontés à la crise de la dette et à ses conséquences. Le FMI et leurs créanciers ont imposé des plans d'ajustement structurel qui ont maintenu ces économies dans la soumission, provoqué des ravages sociaux pour les peuples et ouvert la voie aux profits pour les sociétés transnationales qui pouvaient venir sans entraves rafler des parts de marché face aux entreprises locales.

Jusqu'au milieu des années 2000, cette logique a perduré. La hausse des cours des matières premières à partir de 2004-2005 a permis aux pays exportateurs d'engranger des réserves de change qu'ils ont souvent utilisées pour se débarrasser de la tutelle encombrante du FMI : Brésil, Argentine, Uruguay, Philippines, Indonésie, tous l'ont remboursé de manière anticipée. Aucun pays ne s'est engagé en profondeur dans la mise en place d'un modèle économique alternatif au capitalisme actuel qui mène l'humanité dans le mur, tant sur le plan social qu'environnemental, même si l'Argentine et l'Equateur ont donné du fil à retordre aux créanciers. De décembre 2001 à mars 2005, l'Argentine a suspendu le remboursement de 90 milliards de dollars et a tenu tête à ses créanciers privés qui ont dû accepter de perdre 65% de la valeur des créances qu'ils détenaient. En 2008, après un audit commandé par le président Rafael Correa, l'Equateur a refusé de rembourser 70% de sa dette privée jugée illégitime, qu'il a finalement rachetée à 35% de sa valeur : le gouvernement a ainsi économisé 7 milliards de dollars qu'il a pu réinvestir dans les dépenses sociales.

Depuis 2007-2008, la crise frappe au Nord, et l'Europe est le continent le plus touché. Les peuples européens doivent tirer les enseignements des souffrances endurées par ceux du Sud depuis trois décennies. Au Nord comme au Sud, le discours dominant culpabilise les peuples qui vivraient au-dessus de leurs moyens. Partant de ce constat, l'unique solution proposée est terrible : l'austérité généralisée, des sacrifices innombrables, une sévère détérioration des conditions de vie, dans le seul but de garantir le remboursement de la dette aux créanciers.

Pourtant, dans la vie courante, tous nos paiements sont effectués sur présentation d'une facture qui atteste des marchandises achetées ou des services rendus en échange. Dans le cas de la dette publique, où est la facture ? Si dette il y a, elle provient de trois causes : la hausse des taux d'intérêt au début des années 1980, la contre-réforme fiscale qui a permis de réduire de manière importante la fiscalité portant sur les individus les plus riches et les bénéfices des sociétés, et la crise actuelle provoquée par les banques et autres institutions financières privées. Les peuples n'y sont pour rien, ils ne vivent pas au-dessus de leurs moyens puisque les droits humains fondamentaux ne sont souvent pas totalement garantis, et la facture présentée ne correspond pas à des biens ou des services qui leur ont profité. Ce sont les créanciers qui vivent au-dessus de leurs moyens, pas les peuples. Devons-nous rembourser leur dette ?

La seule façon d'apporter une réponse est de questionner en détail l'histoire de cette dette. L'outil adapté est l'audit citoyen : c'est à nous tous de comprendre d'où vient cette dette et de pointer les différentes responsabilités. L'audit permettra de déterminer la part de la dette publique qui est illégitime, que le peuple doit refuser de rembourser et qu'il convient d'abolir. C'est à l'été 2011 que des associations, des syndicats et des partis politiques ont créé en France le Collectif pour un audit citoyen de la dette publique (CAC, voir www.audit-citoyen.org). Un texte de référence a été rédigé et proposé à la signature. Cet appel pour un audit a été signé par plus de 58 000 personnes six mois plus tard.

Lancée au niveau national, cette revendication de l'audit a donc très vite été portée par de nombreux citoyens sur l'ensemble du territoire. Des dizaines de comités locaux se sont spontanément mis en place sans qu'il s'agisse d'une démarche « venue d'en haut ». La volonté de lancer cet audit a rencontré les inquiétudes des citoyens français et leur besoin d'agir au moment où l'Union européenne subit des rafales d'austérité justifiées par la dette. Si on décide de payer, on veut savoir pour quoi. Nous voulons décider ce que nous acceptons de rembourser et ce qu'il n'est pas

acceptable de payer. L'audit est le passage obligé dans ce but.

En décembre 2011, la double émission « Là-bas si j'y suis » de Daniel Mermet, sur France Inter, intitulée « La dette ou la vie » autour des activités du CADTM, a connu un succès très important. Dans les semaines qui ont suivi, les demandes d'informations et les prises de contacts ont été très nombreuses. L'écho rencontré par la revendication de l'audit et l'illégitimité de la dette se confirmait de manière éclatante.

Le 14 janvier 2012, le CAC a organisé sa première journée d'activités à Paris, à destination des comités locaux qui étaient très demandeurs d'informations et de pistes d'actions. Une cinquantaine de personnes étaient attendues, elles furent plus de 120. C'était la confirmation que quelque chose de prometteur se passait. Les sollicitations d'intervenants pour venir lancer tel comité local ou apporter telle expertise ont augmenté de manière exponentielle. Le lendemain, à l'initiative d'Attac et de Médiapart, à l'Espace Reuilly à Paris, plus de 1100 personnes sont venues réfléchir sur le thème « Leur dette, notre démocratie ». Une conférence a même été improvisée sur le trottoir devant l'Espace Reuilly car la salle ne contenait que 700 places... Une nouvelle étape était franchie.

Début mars 2012, plus de 110 collectifs locaux sont créés. Souvent, des sous-groupes de travail permettent de développer l'information sur l'analyse globale ou de commencer les travaux pour un audit local des dettes détenues par les collectivités territoriales, les hôpitaux et les organismes de logement social. D'autres préparent des actions de rue ou analysent l'impact des politiques d'austérité à l'échelle locale. Les énergies sont mobilisées, la structure se met en place, l'offensive a commencé. Elle est essentielle pour se réapproprier démocratiquement le pouvoir de décision confisqué par les créanciers et les marchés financiers. Pour rompre enfin le tabou sur la question du remboursement de la dette publique.

 Damien Millet

► Fred Goodwin était directeur de la banque anglaise RBS (Royal Bank of Scotland) et avait été fait chevalier en 2004 pour « services rendus au secteur bancaire ». Fin 2008, devant la débâcle de la banque nationalisée par le gouvernement anglais, il avait démissionné et empêché une indemnité de retraite de 20 millions d'euros. Fin janvier 2012, il a été déchu de son titre car ses erreurs avaient « joué un rôle majeur dans la crise financière ». Allez hop, à dégager !

► En 2007, le Venezuela a voulu récupérer sa souveraineté sur ses ressources pétrolières en imposant aux multinationales étrangères des sociétés mixtes où l'entreprise publique PDVSA détenait au moins 60% des actifs. ExxonMobil ayant refusé de céder une partie de ses gisements et a porté le litige devant la Chambre internationale d'arbitrage qui siège à Paris. Bilan : ExxonMobil recevra une indemnisation de 700 millions d'euros. C'est 10 fois moins que ce qu'elle réclamait et c'est plutôt une bonne nouvelle pour Caracas. Mais ExxonMobil va maintenant attaquer devant le CIRDI, le tribunal de la Banque mondiale, dont le Venezuela a annoncé ne pas reconnaître la validité des décisions.

► L'Allemagne est louée pour ses excellents résultats économiques, mais la réalité est moins rose. L'Organisation internationale du travail (OIT) a publié un rapport intitulé « Les tendances mondiales de l'emploi 2012 » qui montre les responsabilités de Berlin dans la crise de la zone euro à travers sa politique de bas salaires : « La réduction des coûts du travail par rapport à ceux de ses voisins au cours des dix dernières années a mis sous pression la croissance de ces derniers avec des conséquences négatives sur la soutenabilité de leurs finances publiques. » Avant d'ajouter : « Plus grave encore, les pays en crise n'ont pas pu utiliser le moteur des exportations pour compenser la faiblesse de leur demande domestique puisque leur industrie ne pouvait pas profiter d'une demande intérieure plus forte. » Alors Mme Merkel est sans doute mal placée pour donner des leçons...

► Le Royaume-Uni est en train de réformer ses services publics en les transférant à des structures détenues par des mutuelles (souvent constituées par les anciens fonctionnaires de ce service), parfois associées à des partenaires privés. A terme, 1 million d'employés du secteur public (sur 6 millions en tout) devraient intégrer des mutuelles de ce genre. La privatisation rampante du service public s'accélère.

► Il fallait oser ! Dans Les Echos du 15 février 2012, François Bourguignon, ancien économiste en chef de la Banque mondiale entre 2003 et 2007, écrit une tribune intitulée "En Grèce, l'austérité peut

réussir", où il affirme notamment : "Sur le chemin du retour à l'équilibre, il n'existe malheureusement pas vraiment d'alternative à une coupe du pouvoir d'achat des ménages grecs." La répudiation d'une dette illégitime ne fait pas partie de sa panoplie visiblement. Mais de la nôtre, si !

► Les transactions quotidiennes sur le marché des devises ont explosé entre 1998 et 2010, passant de 1500 à 4000 milliards de dollars par jour. Autant de sommes à taxer généreusement sans hésiter !

► 12 milliards : c'est le bénéfice net réalisé par Total en 2011 grâce à l'augmentation des cours du pétrole. Ce chiffre se rapproche du record de 2008 où le groupe avait enregistré un bénéfice net de 13,9 milliards d'euros.

► Dévastation des côtes africaines : selon le journal britannique *The Guardian*, la quantité de poissons rejetés à la mer, morts ou mourants, pendant le voyage de pêche d'un chalutier européen équivaut à la consommation de poisson annuelle moyenne de 34.000 personnes en Mauritanie. Ces entreprises de pêche, subventionnées par l'UE, alimentent ensuite le reste du monde en poissons moins cher.

► La Commission européenne a haussé le ton contre Budapest en sommant le gouvernement hongrois de revenir sur deux textes, dont celui qui réduit l'âge de départ à la retraite des juges de 70 à 62 ans. Motif invoqué : cela provoquerait le départ à la retraite de plusieurs centaines de juges expérimentés, donc nuirait à l'indépendance de la justice ! Cela se confirme donc, la Commission européenne n'est pas favorable à une baisse de l'âge du départ à la retraite...

► Terrible austérité pour les milliardaires ! Le classement effectué par le magazine Forbes vient de sortir, et il révèle qu'ils sont plus riches et plus nombreux qu'un an plus tôt : 1226 en 2011 contre 1210 en 2010, pour un patrimoine cumulé de 4600 milliards de dollars, soit 100 de plus en un an. Un impôt exceptionnel de 50% sur le patrimoine d'un gros millier de personnes rapporterait donc 2300 milliards de dollars. Curieusement, aucun journal économique n'a fait part d'une telle hypothèse.

► Encore un mea culpa du FMI, ce qui ne coûte pas cher, car la logique défendue jusqu'ici n'est pas du tout remise en cause... Le responsable chargé de surveiller le redressement des finances grecques, Poul Thomsen, a reconnu des erreurs dans le pilotage du pays depuis deux ans, mais n'a pas adhéré au CADTM pour autant. Il se contente de plaider pour moins d'économies budgétaires et davantage de libéralisation : « L'adaptation budgétaire a été fondée de manière

exagérée sur les hausses d'impôts, nous aurions dû mettre davantage l'accent sur la limitation des dépenses, c'est l'un des secteurs où nous aurions pu être plus convaincants auprès du gouvernement ». Pourtant, selon lui, « même si beaucoup reste à faire, la Grèce a bien avancé ». Il se déclare « inquiet » face à l'aggravation de la récession induite par les mesures qu'il a lui-même exigées, ce qui est un comble. Cela ne l'empêche pas de soutenir maintenant des mesures de réduction salariale dans le secteur privé et une baisse du salaire minimum, affirmant qu'à 751 euros brut par mois il était supérieur de 35% à celui du Portugal, et de 20% à celui de l'Espagne. Et son salaire à lui, il est de combien ?

► Les vautours surveillent toujours de près l'Argentine. Les fonds vautours n'ont pas pardonné le défaut de paiement de Buenos Aires en 2001 et l'accord imposé aux créanciers en 2005 qui les a contraints à perdre plus de la moitié de la valeur de leurs créances. Elliott, fonds vautour basé aux îles Caïmans, a acheté des créances argentines entre 2001 et 2003 à 30% de leur valeur faciale et veut maintenant récupérer à tout prix la totalité de cette valeur. En 2009, la filiale française d'Elliott, NML, a attaqué en justice pour saisir à son profit des sommes dues à l'Argentine par trois entreprises françaises : BNP Paribas, Air France et Total Austral. Elliott n'a pas obtenu gain de cause pour les deux premières et, en ce qui concerne Total, Elliott a reçu une réponse négative sur 6 des 7 demandes. La dernière non tranchée concerne une créance de la compagnie aérienne Aerolineas Argentinas sur Total Austral, pour environ 2000 euros. Le montant est certes très faible à l'échelle d'Elliott, mais le symbole est fort : une décision favorable au fonds vautour ouvrirait la voie à d'autres saisies d'actifs à l'étranger. Et aussi pour d'autres pays, comme la Grèce si elle fait aussi défaut dans les semaines à venir.

► Selon une étude de Proxinvest, la rémunération moyenne des patrons des sociétés du CAC40 a augmenté de 34% en moyenne, à 4,11 millions d'euros. L'austérité, mais pas pour tous !

► 47% des Africains noirs vivent avec moins de 565 Fcfa par jour (0,86 €), selon un récent rapport de la Banque mondiale. L'institution de Bretton Woods se réjouit, car ce chiffre est en amélioration : "Pour la première fois depuis 1981, moins de la moitié de la population vit sous le seuil de 1,25 dollar par jour". Il y a 30 ans ce chiffre était de 51%.

Petit exercice d'arithmétique : le premier des "Objectifs du Millénaire pour le Développement" (OMD) étant de "réduire de moitié, entre 1990 et 2015, la part des individus vivant avec moins d'un dollar par jour", à cette vitesse, en quelle année l'objectif sera-t-il atteint ?

Lecture

GÉRARD FILOCHE
JEAN-JACQUES CHAVIGNÉ

DETTE INDIGNE !

OUI SONT LES COUPABLES ?
QUELLES SONT LES SOLUTIONS ?

Jean-Claude Gawsewitch

Qui sont les coupables ?
Quelles sont les solutions ?

Gérard Filoche
Jean-Jacques Chavigné
Éditions Gawsewitch
240p., 14,90 €

Ce livre est une véritable bouffée d'oxygène face à l'intoxication générale des médias dominants sur la dette publique.

En 10 questions/10 réponses, les deux auteurs, membres de la tendance « démocratie et socialisme » du parti socialiste français se livrent à un exercice particulièrement réussi de vulgarisation de questions souvent présentées de façon complexe et obscure. Ils répondent de façon simple et abordable par le plus grand nombre aux interrogations principales sur la dette publique française.

Dans le combat que nous menons contre la dette illégitime, ce document est de grande valeur pour lever le voile sur les arcanes de la dette publique, sur ses enjeux et sa fonction comme instrument de répartition inégale des richesses.

Au-delà de ce travail remarquable d'explication, les deux auteurs réalisent, dans cet ouvrage d'à peine plus de 200 pages, une opération salutaire de déconstruction systématique du discours néolibéral et contribuent à l'élaboration d'alternatives face à la crise de la dette publique.

Ils fournissent un regard utile et didactique pour démythifier et combattre l'injustice que constitue l'illégitimité de la dette publique. Le moins que l'on puisse dire est que *Dette indigne !* détonne du discours dominant chez les « sociaux-libéraux » et des visées programmatiques de ces derniers.

Ce livre, de par sa clarté et son intelligence, constitue un outil indispensable pour qui veut répondre en termes clairs à ces questions :

C'est quoi la dette publique ?

Qui en profite ?

D'où vient-elle et où se situe-t-elle dans la crise du capitalisme ?

Comment aborder les réponses néolibérales et les solutions alternatives ?

Et l'euro dans tout ça ?

Quelles réponses et quels enjeux pour un gouvernement de gauche ?

Ces questions reviennent régulièrement dans les réunions publiques que nous animons au CADTM et avec nos partenaires du collectif d'audit citoyen de la dette publique française.

Alors ne boudons pas notre plaisir : utilisons cet outil pratique dans la préparation des réunions publiques.

Cerise sur le gâteau, les auteurs reprennent à leur compte les propositions du CADTM. Face à la troïka néolibérale –BCE, FMI et Commission européenne– opposons la nôtre : moratoire, audit citoyen et annulation de la dette publique illégitime.

Pascal Franchet

► Le graphique d'Olivier



► Le CADTM en France

- Aix-en-Provence : aix@cadtm.org
- Bordeaux : bordeaux@cadtm.org
- Dijon : dijon@cadtm.org
- Grenoble : grenoble@cadtm.org
- Lille : lille@cadtm.org
- Lyon : lyon@cadtm.org
- Marseille : marseille@cadtm.org
- Montpellier : montpellier@cadtm.org
- Nîmes : nimes@cadtm.org
- Orléans : orleans@cadtm.org
- Paris : paris@cadtm.org
- Pau : pau@cadtm.org
- Poitiers : poitiers@cadtm.org
- Reims : reims@cadtm.org
- Rennes : rennes@cadtm.org
- Rouen : rouen@cadtm.org
- Sens : sens@cadtm.org
- St Brieuc : stbrieuc@cadtm.org
- Toulouse : toulouse@cadtm.org
- Autres : france@cadtm.org

Avant de voter, j'adhère au CADTM !

Nom (en capitales) : _____ Prénom : _____

Adresse : _____

Tél : _____ Mel : _____ @ _____

> Adhésion au CADTM France et abonnement aux publications :

[] 48 euros [] 27 euros (petits revenus)

> Adhésion seule [] 10 euros [] 5 euros (petits revenus)

> Abonnement seul : [] 38 euros [] 22 euros (petits revenus)

Adresser avec votre règlement à : CADTM France, 17 rue de la Bate, 45150 Jargeau

Bulletin du CADTM France

17, rue de la Bate, 45150 Jargeau - France

Tél : 00 33 (0)2 38 59 98 28

Email : france@cadtm.org

Directeur de la publication : Claude Quémar

Mise en page : Yvette Krolikowski

ISSN 1634-5932 Dépôt légal : à parution

Entièrement fait avec logiciels libres sous Linux